

Thierry Roquefeuil, président de la FNPL - rencontres laitières européennes-

Le 20 octobre 2015 -seul le prononcé fait foi -

Monsieur le sénateur,

Cher Jean Bizet,

Mesdames et messieurs les élus,

Chers membres du Copa-Cogeca,

Cher Raymond Mansel,

Chers collègues,

Chers amis,

Mesdames et messieurs,

Nous sommes réunis dans ce lieu, le mont St Michel, connu dans le monde entier et inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco depuis près de 40 ans.

Quel symbole ! Pendant près de 1 000 ans des hommes et des femmes sont venus par ces routes appelées « chemin de paradis » chercher ici l'assurance de l'éternité.

Si j'osais, sans nous comparer à ces pèlerins.... et sans chercher l'éternité, j'espère simplement que nous avons tous trouvé dans ces premières rencontres laitières européennes de quoi nous donner l'espoir de croire en notre futur. Nous devons défendre une filière laitière française forte de ses spécificités et de ses différences dans une Europe laitière qui se cherche encore. J'y reviendrai.

Proposer, échanger, confronter, pour construire ensemble les fondations de la filière laitière de demain. Telle a été l'ambition de ces premières rencontres résolument européennes qui ont réunis ceux qui font et feront l'Europe laitière de demain.

La FNPL et la FDSEA de la Manche ont la paternité de ces rencontres. Nous nous sommes associés afin que cet événement puisse avoir lieu dans ce berceau de la dynamique laitière qu'est le Grand ouest. Je remercie les équipes de la FNPL et de la FDSEA de la Manche pour avoir rendu ce projet possible. Je salue Sébastien Amand, président de la FDSEA pour son implication,

Cette initiative est la preuve que le syndicalisme sait avoir des idées et se projeter dans l'avenir pour ceux qui nous donnent notre légitimité : les éleveurs laitiers.... de la Manche et de toute la France.

Sans eux, rien ne serait possible.

Sans eux, la France laitière ne serait pas cette terre de lait aux 1000 fromages. C'est cette France aux 1000 fromages, qui contribue à la reconnaissance du savoir-faire des entreprises laitières dans le monde. Avec à la clé, la capacité à conquérir de nouveaux marchés pérennes.

Que seraient les transformateurs laitiers français sans les producteurs de lait français ? Que serions-nous sans eux ? La France est belle parce qu'elle est cultivée répétait souvent Jean-Michel Lemétayer. La France laitière est belle parce qu'elle rend nos territoires ruraux vivants !

Cette évidence se heurte actuellement à une grave crise. Ce n'est pas parce que nous faisons le choix aujourd'hui, tous ensemble, de nous projeter dans l'avenir de l'Europe laitière que nous occultons les difficultés auxquelles sont confrontés les éleveurs. Je refuse que quelques géants laitiers mondiaux puissent « désertier » certains de nos territoires et ainsi mettre en péril toute une filière économique.

Leur justification : la compétitivité ! Un objectif, presque un « leitmotiv » qui se fait toujours au détriment du maillon le plus faible : les éleveurs laitiers ! Regardons aussi, dans l'Ouest, où en est la production porcine en suivant ce slogan !

La perte de compétitivité de nos filières agricoles et agroalimentaires dans la mondialisation n'est pas contestable. La question est de savoir de quelle performance économique parle-t-on ? Si la compétitivité des uns se fait au détriment des autres, c'est contreproductif et dangereux.

C'est aussi vrai à l'échelle de l'Europe. Nous sommes 28 pays qui par leurs histoires, leurs modèles économique et social entrent en concurrence. On nous vante les capacités réformatrices des uns, on fustige l'inertie des autres et on oublie de « faire » l'Europe.

Vous l'aurez compris, mon engagement syndical passe aussi par l'Europe. C'est pour moi une évidence. Et, je veux mettre beaucoup d'énergie en tant que vice-président du groupe lait du Copa à défendre les intérêts des producteurs de lait Français à Bruxelles. Comprendre l'Europe d'aujourd'hui est une matière de plus en plus complexe ! On y perd quelques fois son latin et trop souvent son bon sens paysan ! Mais, je n'ai aucun doute sur le bien-fondé des bâtisseurs de l'Europe.

Rappelez-vous en 1950, il y a 65 ans, ce n'est autre que le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, qui imagine la première esquisse de cette Europe. Il appelle à la mise en commun des productions de charbon et d'acier de la France et de l'Allemagne, au sein d'une organisation ouverte aux autres pays. Il compte sur une solidarité de production entre la France et l'Allemagne, pour assurer la paix.

Un exemple ? Non car...

La solidarité, l'ouverture, la collaboration économique ... c'était du gagnant-gagnant, il y a 65 ans !

Européen convaincu, j'ai pourtant mal à l'Europe comme beaucoup d'agriculteurs. Ce qu'elle nous donne à voir aujourd'hui, ne me satisfait pas.

Le Commissaire à l'agriculture semble avoir des œillères face à l'ampleur des difficultés que subissent les éleveurs français et européens. J'ai demandé sa démission sur mon compte twitter suite à ses paroles malheureuses ! J'ai répondu à cette provocation par une autre provocation !

Je suis exaspéré d'entendre le Commissaire européen de l'Agriculture qui est censé représenter le monde agricole n'être absolument pas en phase avec la réalité du terrain. Sa ligne politique ultralibérale est très éloignée de ce que pratiquent des pays libéraux comme la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. Ces pays ont encore des règles communes

contrairement à nous. Ils aident leurs producteurs. C'est le syndrome du faites ce que je dis mais pas ce que je fais ! Systématiquement l'Europe tombe dans le panneau. Que ce soit à l'OMC qui est en panne ou dans les négociations bilatérales des traités commerciaux, l'Europe agricole a du mal à se faire entendre et respecter. Pourtant, l'Europe est la principale zone du globe qui puisse répondre à la demande mondiale en produits laitiers. Les représentants du COPA-COGECA sont intervenus pour en témoigner.

J'entends le Commissaire à l'Agriculture vouloir engager une réflexion sur la chaîne alimentaire. Force est de constater la portée limitée des initiatives lancées à l'échelle européenne pour rééquilibrer le pouvoir entre les agents de cette chaîne alimentaire. Mais, monsieur le Commissaire, en Europe ou en France, améliorer la chaîne alimentaire, ce ne sera pas donner ce qui reste aux agriculteurs !

Actuellement, les pays laitiers de l'Europe produisent du lait rémunéré en-dessous de leurs coûts de production.

C'est un constat aujourd'hui partagé. Même si les paramètres sociaux, les dispositions fiscales et les typologies d'exploitations sont loin d'être comparables en Europe.

C'est un constat d'échec qui me désole.

Comme les divisions au sein du Conseil des Ministres de l'Agriculture européens. Que d'atermoiements sur les mesures à prendre pour gérer les crises alors même qu'elles frappent durement l'Europe laitière. Quant à l'anticipation, c'est un mot qui reste intraduisible dans le jargon de la Commission européenne. Pourtant il ne manque pas de traducteurs à Bruxelles !

La seule politique commune de l'Europe, la Pac se délite et manque d'ambition. La subsidiarité prend le pas sur une volonté partagée. C'est le risque du chacun pour soi et du chacun chez soi. La liberté des uns commencera où s'arrête celle des autres. Ce n'est pas l'Europe dont j'ai envie.

Que reste-t-il dans un tel maelstrom ?

La seule loi du marché qui n'est pas une politique. Le marché pour le marché enfreint tous les principes qui ont fondés l'Europe il y plus de 60 ans. Le marché, rien que le marché comme seule issue est un vide sanitaire !

Si seulement les fonctionnaires européens gardaient un peu de terre sous leurs chaussures. Cela éviterait aux paysans de l'Europe quelques déconvenues !

Nous avons besoin de plus d'Europe mais pas d'un empilement de réglementations incompréhensibles et contre productives.

Nous avons besoin d'une Europe qui aide, qui oriente, qui invente.

Nous avons besoin d'une vraie politique laitière européenne. Elle est indispensable et urgente.

L'Europe doit nous aider à préserver notre identité laitière ; celle de la France mais aussi celle des autres Etats-membres. La banalisation et l'uniformisation n'ont jamais créé de la valeur.

Avec la fin des quotas, nous entrons dans un nouveau monde. Nous le savions. Les soubresauts de cette libéralisation du secteur laitier n'épargnent personne surtout lorsque s'y ajoutent des considérations de politique internationale. Je pense évidemment à l'embargo russe dont les conséquences pénalisent les agriculteurs européens qui n'y sont pour rien.

Les Politiques doivent prendre leur responsabilité. A l'heure d'internet et du Big data, les décisions ne sont plus cloisonnées. Les dégâts collatéraux non plus !

Personne n'est à l'abri dans ce monde en mouvement. La stabilisation du prix du lait est un enjeu pour nous, les éleveurs laitiers mais aussi pour nos collecteurs. La volatilité est un risque entrepreneurial. Il doit se partager. Cette volatilité est donc une affaire de filière. A nous d'inventer de nouveaux outils performants et réactifs. La contractualisation à la Française est déjà un régulateur de l'offre. Mais cela ne suffit pas à en faire une politique surtout sans aucune transparence sur le prix !

Nous sommes face à une page blanche. Nous devons l'écrire tous ensemble. Les défis sont nombreux. Les relever est de notre

responsabilité. C'est ainsi que l'Union européenne pourrait être un ensemble de solutions plutôt qu'une somme de contraintes.

Et comme le Mont st Michel, cet îlot rocailleux, tutélaire, résistant aux assauts du temps, des guerres et des croisades, je souhaite que nos territoires laitiers résistent et vivent.

Je suis de ceux qui croient à une filière laitière européenne forte et innovante.

La légitimité nous l'avons gagnée ;

La volonté nous a toujours guidés ;

Les idées nous savons les porter ;

Le courage politique, nous savons ce que c'est ;

Nous sommes l'Europe laitière !

Je vous remercie.